

Difficultés en cascades

Le spectre d'une pénurie alimentaire mondiale

Un problème global à traiter à l'échelle de la planète entière

En envahissant l'Ukraine, Vladimir Poutine menace de détruire la vie de personnes complètement étrangères au champ de bataille, à une échelle que même lui pourrait regretter. La guerre met à mal un système alimentaire mondial déjà affaibli par la Covid-19, le changement climatique et la hausse exponentielle des prix de l'énergie. Les exportations de céréales et d'oléagineux en provenance d'Ukraine sont pour la plupart à l'arrêt, et le même sort menace celles émanant de Russie. Les deux pays réunis fournissent 12 % des calories commercialisées dans le monde. Les prix du blé, en hausse de 53 % depuis le début de l'année, ont encore bondi de 6 % le 16 mai, après que l'Inde a annoncé qu'elle suspendrait ses exportations en raison d'une vague de chaleur inédite.

1,6 milliard d'affamés

Même si l'idée d'une hausse généralisée des prix à la consommation a largement été acceptée, elle ne reflète pas la gravité de la crise à venir. António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a prévenu le 18 mai que les mois à venir verraient se déployer "le spectre d'une pénurie alimentaire mondiale" qui pourrait durer des années. Le coût élevé des aliments

Avant même l'invasion russe, le Programme alimentaire mondial avait prévu que 2022 serait une année terrible. Bienvenue dans l'ère du changement climatique.

de base a déjà augmenté de 440 millions le nombre de personnes qui ne sont pas sûres de manger à leur faim, pour atteindre 1,6 milliard. Près de 250 millions sont au bord de la famine. Si, comme cela est probable, la guerre se prolonge et que les approvisionnements en provenance de Russie et d'Ukraine sont limités, des centaines de millions de personnes supplémentaires pourraient tomber dans la pauvreté. Les troubles politiques s'étendent, les enfants souffriront de retards de croissance et les gens mourront de faim.

Vladimir Poutine ne doit pas utiliser la nourriture comme une arme. Les pénuries ne sont pas le résultat inévitable de la guerre. Les dirigeants du monde entier devraient considérer la faim comme un problème mondial nécessitant de toute urgence une solution globale.

Changement climatique et difficultés en cascades

La Russie et l'Ukraine produisent 28 % du blé, 29 % de l'orge, 15 % du maïs et 75 % de l'huile



Le coût élevé des aliments de base a déjà augmenté de 440 millions le nombre de personnes qui ne sont pas sûres de manger à leur faim, pour atteindre 1,6 milliard. Près de 250 millions sont au bord de la famine.

de tournesol commercialisés dans le monde. La Russie et l'Ukraine fournissent environ la moitié des céréales importées par le Liban et la Tunisie; pour la Libye et l'Égypte, ce chiffre est de deux tiers. Les exportations alimentaires de l'Ukraine fournissent les calories nécessaires pour nourrir 400 millions de personnes. La guerre perturbe ces approvisionnements parce que l'Ukraine a miné ses eaux pour dissuader tout assaut, et la Russie bloque le port d'Odessa.

Avant même l'invasion russe, le Programme alimentaire mondial avait prévu que 2022 serait une année terrible. La Chine, plus grand producteur de blé au monde, a déclaré qu'après les pluies qui ont retardé les semis l'année dernière, la récolte de cette année pourrait être la pire de son histoire. Aujourd'hui, en plus des températures extrêmes en Inde, deuxième producteur mondial, le manque de pluie menace de saper les rendements d'autres greniers à céréales, de la ceinture de blé américaine à la région de la Beauce en France. La Corne de l'Afrique est ravagée par la pire sécheresse depuis quatre décennies. Bienvenue dans l'ère du changement climatique.

Tout cela aura un effet dévastateur sur les pauvres. Les ménages des économies émergentes consacrent 25 % de leur budget à l'alimentation – et jusqu'à 40 % en Afrique subsaharienne. En Égypte, le pain représente 30 % de toutes les calories consommées. Dans de nombreux pays importateurs, les gouvernements n'ont pas les moyens de verser des subventions pour augmenter les aides versées aux plus démunis, surtout s'ils importent également leur énergie – un autre marché en pleine tourmente.

La crise menace de s'aggraver. L'Ukraine avait déjà expédié une grande partie de sa récolte de

l'été dernier avant la guerre. La Russie parvient encore à vendre ses céréales, malgré les coûts et les risques supplémentaires encourus par les transporteurs. Cependant, les silos ukrainiens qui n'ont pas été endommagés par les combats sont pleins de maïs et d'orge. Les agriculteurs n'ont nulle part où stocker leur prochaine récolte, qui doit commencer fin juin, et qui risque donc de pourrir. Le carburant et la main-d'œuvre pour planter celle d'après font également défaut. La Russie, pour sa part, pourrait manquer de semences et de pesticides qu'elle achète habituellement à l'Union européenne.

Des solutions globales pour maintenir les marchés ouverts

Malgré la flambée des prix des céréales, les agriculteurs des autres pays du monde ne parviendront peut-être pas à combler le déficit, du fait notamment de la volatilité des prix. Pire encore, les marges bénéficiaires se réduisent, en raison de la hausse des prix des engrais et de l'énergie. Ce sont les principaux coûts des agriculteurs et ces deux marchés sont perturbés par les sanctions occidentales à l'encontre de la Russie et la ruée générale vers le gaz naturel. Si les agriculteurs réduisent leur consommation d'engrais, les rendements mondiaux diminueraient au pire moment.

La réaction des politiques inquiètes pourrait aggraver une situation déjà mauvaise. Depuis le début de la guerre, 23 pays, du Kazakhstan au Koweït, ont déclaré des restrictions sévères sur les exportations de denrées alimentaires, qui représentent 10 % des calories échangées dans le monde. Plus d'un cinquième de toutes les exportations d'engrais sont restreintes. Si le commerce s'arrête, la famine s'ensuivra.

Le contexte est parfait pour que chacun rejette la responsabilité sur l'autre: d'un côté l'Occident condamne Vladimir Poutine pour son invasion de l'Ukraine et de l'autre, la Russie dénonce les sanctions occidentales. En réalité, les perturbations sont principalement dues à la guerre provoquée par Vladimir Poutine et certaines sanctions les ont exacerbées. Cet argument pourrait facilement devenir une excuse pour l'inaction. Pendant ce temps, de nombreuses personnes souffriront de la faim et certaines mourront.

Pour éviter cela, les États doivent agir ensemble, en commençant par maintenir les marchés ouverts. Cette semaine, l'Indonésie, source de 60 % de l'huile de palme mondiale, a levé une interdiction temporaire d'exportation. L'Europe doit aider l'Ukraine à expédier ses céréales par rail et par route vers les ports de Roumanie ou des pays baltes, même si les prévisions les plus optimistes indiquent que seuls 20 % de la récolte pourraient être acheminés de cette manière. Les pays importateurs ont eux aussi besoin de soutien, afin de ne pas être submergés par l'énormité des factures. Les approvisionnements d'urgence en céréales ne devraient aller qu'aux plus pauvres. Pour les autres, le financement des importations à des conditions favorables, peut-être par l'intermédiaire du FMI, permettrait plus de largesse aux paiements en dollars. L'allègement de la dette pourrait également contribuer à libérer des ressources vitales.

L'urgence: lever le blocus de la mer Noire

Il est possible de recourir à des substituts. Environ 10 % de toutes les céréales sont utilisées pour fabriquer du biocarburant et 18 %

des huiles végétales servent à la composition de biodiesel. La Finlande et la Croatie ont revu leurs décrets exigeant que l'essence comprenne une part de biocarburant. D'autres pays devraient suivre leur exemple. Une énorme quantité de céréales est utilisée pour nourrir les animaux. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, les céréales représentent 13 % de l'alimentation sèche du bétail. En 2021, la Chine a importé 28 millions de tonnes de maïs pour nourrir ses porcs, soit plus que les exportations ukrainiennes en un an.

La levée du blocus de la mer Noire apporterait un soulagement immédiat. Environ 25 millions de tonnes de maïs et de blé, soit l'équivalent de la consommation annuelle de toutes les économies les moins développées du monde, sont bloquées en Ukraine. Trois pays ont le pouvoir de déverrouiller cette situation: la Russie doit autoriser la navigation ukrainienne; l'Ukraine doit déminer les environs du port d'Odessa; et la Turquie doit laisser les escortes navales traverser le Bosphore.

Cela ne sera pas facile. La Russie, en difficulté sur le champ de bataille, tente d'étrangler l'économie ukrainienne. L'Ukraine est réticente à déminer son territoire. Persuader les Ukrainiens de céder sera la mission de pays – dont l'Inde et la Chine – qui n'ont pas participé à la guerre. Les convois pourraient nécessiter des escortes armées approuvées par une large coalition. Nourrir un monde fragile est l'affaire de tous.

THE ECONOMIST

Le contexte est parfait pour que chacun rejette la responsabilité sur l'autre: d'un côté l'Occident condamne Vladimir Poutine pour son invasion de l'Ukraine et de l'autre, la Russie dénonce les sanctions occidentales